

AGENDA

10ème Table Ronde sur le Financement de l'Eau : Réunion régionale sur l'Afrique 22 et 23 novembre 2023

Hôtel Noom, Abidjan

Pour plus d'informations sur la Table Ronde, veuillez consulter notre [site web](#) ou contacter [Aude Farnault](#) (OCDE) et/ou [Samuel Blazyk](#) (BAD)

Les sessions et les événements parallèles seront en format hybride.

JOUR 1 - 22 novembre

Café/Thé de bienvenue – 8:30 – 9:00

Mot d'ouverture – 9:00 – 9:45

L'eau est un moteur de croissance et de développement durable à l'échelle mondiale, et plus particulièrement en Afrique. Seuls 58 % de la population du continent ont accès à une eau potable sécurisée et 72 % n'ont pas accès à des installations sanitaires de base. La perte de production économique subie par le continent en raison du manque d'accès à l'eau potable, de l'eau polluée ou d'un mauvais assainissement est estimée à 5 % de son PIB chaque année, tandis que la perte due aux sécheresses et aux inondations peut aller de 5 à 25 %. Les investissements dans l'eau sur le continent sont insuffisants, malgré les arguments économiques solides en faveur de l'investissement dans l'eau. La réalisation de la Vision africaine de l'eau 2025 et des objectifs de développement durable nécessiterait un investissement annuel supplémentaire de 43 à 56 milliards d'USD dans le secteur de l'eau, en plus des niveaux d'investissement actuels, estimés à 10-19 milliards d'USD par an. Le contexte macroéconomique difficile et la baisse de l'aide publique au développement (APD) vers l'Afrique ont réduit la capacité des pays africains à investir dans des secteurs cruciaux, notamment l'eau et l'assainissement.

La session d'ouverture positionnera la Table Ronde dans le cadre des agendas mondiaux de l'eau et fixera les objectifs de la Table Ronde.

Horaire	Modérateur : Mtchera Johannes Chirwa, Coordinateur, Facilité Africaine de l'Eau, Banque Africaine de Développement (BAD)
9:00 – 9:45	<p>Walid Oueslati, Chef de la Division Climat, Biodiversité et Eau, Direction de l'Environnement de l'OCDE</p> <p>Oswald M. Chanda, Directeur du Développement de l'Eau et de l'Assainissement, Banque Africaine de Développement (BAD) [en ligne]</p> <p>Keynote : S.E. Serigne Mbaye Thiam, Ministre de l'Eau et de l'Assainissement, Sénégal</p> <p>Loïc Fauchon, Président, Conseil Mondial de l'Eau [message vidéo]</p>

Session 1. Investir dans l'eau, une condition pour la prospérité des économies africaines - 22 novembre, 9:45 – 10:30

Investir dans l'eau est une condition préalable au développement durable des économies africaines. La route restante pour atteindre les objectifs de développement durable est plus longue en Afrique que dans les autres régions du monde. Dans le même temps, le continent est particulièrement exposé au changement climatique et vulnérable à la pénurie d'eau. Une part importante de la population africaine n'a toujours pas accès à des services d'eau potable et d'assainissement gérés de manière sécurisée, et cela a des conséquences sociales et économiques considérables. Malgré ces arguments sociaux et économiques solides, les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique sont très insuffisants.

La session 1 visera à rappeler les défis et les opportunités spécifiques pour le financement des investissements liés à l'eau sur le continent, l'ampleur des besoins et des capacités de financement, à ouvrir la voie à des solutions régionales et à donner les perspectives africaines sur les agendas mondiaux de l'eau (Conférence de l'ONU sur l'eau 2026, COP 28...) et les débats sur l'architecture financière internationale.

Horaire	Modérateur : Mtchera Johannes Chirwa, Coordinateur, Facilité Africaine de l'Eau, Banque Africaine de Développement (BAD)
9:45 – 10:30	Fatouma Toure Ibrahima Wane , Responsable Eau pour l'Afrique de l'Ouest, Banque Mondiale Niels Vlaanderen , Coordinateur des Affaires Internationales de l'Eau, Ministère de l'Infrastructure et de la Gestion de l'Eau, Gouvernement des Pays-Bas Yvonne Magawa , Secrétaire exécutive, Association des régulateurs ESAWAS

Pause café/thé – 10:30 – 11:00

Session 2. Le potentiel des banques régionales et nationales de développement - 22 novembre, 11:00 – 12:30

Les banques de développement régionales et nationales représentent une source potentielle de financement inexploitée pour le secteur de l'eau en Afrique. Bien que les banques aient une bonne connaissance du contexte local (ce qui est essentiel pour financer l'eau), de nombreuses banques n'ont pas encore le mandat et peuvent encore acquérir plus d'expertise pour investir dans l'eau. Pour exploiter ce potentiel, la Water Finance Coalition - une coalition mondiale de banques publiques de développement travaillant sur le financement de l'eau - fournit une assistance technique aux banques nationales de développement afin qu'elles intègrent le secteur de l'eau dans leurs stratégies et leurs portefeuilles. Elle a lancé un projet pilote avec trois d'entre elles en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

La session 2 discutera des défis et des opportunités pour les banques de développement régionales et nationales de financer l'eau en Afrique, et du rôle des banques de développement multilatérales pour les soutenir dans leurs efforts d'intégrer l'eau dans leurs portefeuilles.

Horaire	Modératrice: Catarina Fonseca, Consultante, Water Finance Coalition / IRC WASH
11:00 – 12:30	<p>Carlos Puente, Co-chair, Water Finance Coalition / Directeur de l'eau, de l'Énergie et de l'Environnement, BANOBRAS <i>[en ligne]</i></p> <p>Cyprian Marowa, Head of Infrastructure Finance Coverage – Transport logistics and Bulk water division, Development Bank of Southern Africa (DBSA)</p> <p>Oumar Tembely, Directeur du Département de l'énergie et des ressources naturelles, Banque Ouest-africaine de Développement (BOAD)</p> <p>Sumbi Shimwambwa, Senior Programme Officer, Water Infrastructure, African Union Development Agency (AUDA-NEPAD)</p> <p>Mtchera Johannes Chirwa, Coordinateur, Facilité Africaine de l'Eau, Banque Africaine de Développement (BAD)</p>

Pause déjeuner – 22 novembre, 12:30 – 14.00

Séance 3 – Mobiliser des financements privés pour l'eau - 22 novembre, 14:00 – 15:30

Même si les principales sources de financement de l'eau en Afrique resteront probablement les financements publics et concessionnels, il est possible de mobiliser plus efficacement des capitaux privés pour l'eau en Afrique. Les investissements liés à l'eau ont toujours principalement été financés par les budgets publics, y compris les transferts internationaux, et les contributions des utilisateurs par le biais de tarifs, de redevances d'extraction et d'autres instruments économiques. Le financement mixte, les partenariats public-privé et les investissements privés dans le secteur de l'eau en Afrique sont en train d'émerger, mais n'ont pas encore atteint l'échelle nécessaire. Le renforcement de l'environnement favorable (politiques, réglementations, dispositions institutionnelles...) et le développement d'arrangements financiers innovants visant à diversifier les sources de financement et à atténuer les risques représentent des opportunités pour exploiter plus efficacement les sources privées (industries, philanthropes, banques commerciales nationales, investisseurs privés...), tout en garantissant une répartition équitable des risques et des bénéfices entre les secteurs public et privé. Les approches visant à mobiliser des capitaux privés peuvent être adaptées aux différents types d'investissements liés à l'eau, car chaque sous-secteur présente un profil risque/rendement différent et une maturité distincte en termes d'historique d'accès au financement.

Cette session explorera les opportunités liées aux incitations, aux instruments innovants et à l'environnement favorable à l'investissement privé dans le secteur de l'eau en Afrique.

Horaire	Modératrice : Aude Farnault, Analyste des politiques de l'eau, Direction de l'environnement de l'OCDE
14:00 – 15:30	<p>Fatoumata Sissoko-Sy, Responsable Infrastructures et Ressources Naturelles, Afrique de l'Ouest et Centrale, IFC</p> <p>Babacar Gning, Directeur général adjoint, Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques (FONSIS)</p> <p>Ernest Kofi Poku, Directeur exécutif, Africa Water Infrastructure Development (AWID)</p> <p>Wanjiru Waithaka, Directrice Afrique, Incofin Investment Management</p> <p>Sylvain A. Migan, Directeur Général, Agence nationale d'approvisionnement en eau en milieu rural du Bénin</p> <p>Slav Gatchev, Managing Director, Sustainable Debt, The Nature Conservancy (TNC) [en ligne]</p>

Pause café / thé – 15.30 – 16:00

Discours de S.E. M. Bouaké Fofana, Ministre de l'Assainissement et de l'Hygiène, Côte d'Ivoire – 16.00 – 16:30

Side event 1 – Vers le lancement du Plan d'action de haut niveau pour les investissements en Afrique / Renforcement du financement des projets nationaux et transfrontaliers dans le domaine de l'eau au titre du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique – 22 novembre, 16:30 – 18:00

Organisé par la Commission de l'Union africaine, l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) et le Groupe International de Haut Niveau sur les Investissements dans l'Eau pour l'Afrique

La Commission de l'Union africaine, l'AUDA-NEPAD et le Panel International de Haut Niveau sur les Investissements en Eau pour l'Afrique présenteront le Plan d'Action d'Investissement pour le Programme d'Investissement pour l'Eau de l'Afrique Continentale (AIP). L'Assemblée des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine a adopté l'AIP dans le cadre du Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA) en février 2021. Le plan d'action pour l'investissement détaillera les actions spécifiques nécessaires pour mobiliser 30 milliards d'USD supplémentaires par an afin de combler le déficit d'investissement dans le secteur de l'eau et de soutenir la mise en œuvre du rapport de référence du panel de haut niveau, *Africa's Rising Investment Tide*, l'un des résultats les plus importants de la conférence des Nations Unies sur l'Eau de 2023.

Le PIDA est une initiative continentale stratégique destinée à assurer l'intégration régionale de l'Afrique, à stimuler la coopération et à favoriser le développement économique durable grâce à des projets d'infrastructures dans les domaines de l'eau transfrontalière, de l'énergie, des transports et des technologies de l'information et de la communication. La session mettra également en lumière le portefeuille eau du PIDA et son énorme potentiel d'investissement. La session explorera les mécanismes de financement innovants et les actions pour la préparation et la mise en œuvre des projets, y compris les projets d'eau nationaux et transfrontaliers, et discutera des meilleures pratiques pour cultiver des partenariats qui peuvent mobiliser efficacement les ressources nécessaires pour combler le déficit de financement de l'eau de l'Afrique.

JOUR 2 – 23 novembre

Side event 2 – Défis liés au financement des services d'eau en Afrique

22 novembre, 08:00 – 09:30

Organisé par Global Water Intelligence/ 300 Water Leaders Initiative

Ce side event vise à discuter des solutions pour surmonter les défis auxquels sont confrontés les fournisseurs d'eau en Afrique et à explorer comment les différents modes de financement peuvent être mobilisés pour y faire face. Il a pour but d'inspirer les dirigeants des sociétés d'eau à passer à l'étape suivante de la réalisation de l'ODD 6 et à développer des solutions viables pour atteindre leurs objectifs de prestation de services. Cette session est organisée par l'initiative 300 Water Leaders Initiative, un nouveau réseau mondial conçu pour offrir des solutions d'égal à égal aux leaders des opérateurs à travers le monde, stimuler les opportunités et faciliter l'établissement de nouveaux partenariats.

Session 4 – La valeur mondiale de l'eau et de la biodiversité en Afrique - 23 novembre, 10:00 – 11:30

Il est de plus en plus reconnu que l'économie mondiale dépend de l'eau et de la biodiversité, et que les pays sont interdépendants par le biais du cycle mondial de l'eau (eau bleue et eau verte). Des travaux récents du Water Footprint Network et du Fair Water Footprint mettent en évidence la dépendance des économies à l'égard de l'utilisation de l'eau au-delà de leurs frontières pour produire les aliments, les vêtements et les biens qu'elles consomment. Selon la Commission Mondiale sur l'Économie de l'Eau, basée sur les travaux de Johan Rockström et de l'Institut de Potsdam pour la Recherche sur l'Impact Climatique, le cycle hydrologique devrait être considéré comme un bien commun mondial.

Reconnaître les interdépendances du cycle global de l'eau, c'est reconnaître que les solutions à la crise de l'eau sont collectives (y compris la transparence sur les emprunts hydriques, les accords commerciaux, les engagements collectifs tels que le *Freshwater challenge*...). En outre, la reconnaissance de la valeur de l'eau et de la biodiversité en Afrique pour les économies est une condition pour augmenter le financement de l'eau.

La session 4 discutera de l'importance de l'eau et de la biodiversité en Afrique pour l'économie mondiale, des défis et des opportunités pour une empreinte hydrique plus juste et de l'importance de la valorisation de l'eau et de la biodiversité pour l'accès au financement.

Horaire	Modératrice : Sareen Malik, Secrétaire exécutive, Fair Water Footprint/ Réseau africain de la société civile pour l'eau et l'assainissement (ANEW)
10:00 – 11:30	<p>Nick Hepworth, Directeur exécutif, Water Witness International</p> <p>Fredrick Kihara, Directeur des Fonds Africains pour l'Eau, The Nature Conservancy</p> <p>Leonard Akwany, Directeur Freshwater, Conservation International</p> <p>Anthelem Iragena, Responsable principal de l'eau, Ministère de l'Eau et de l'Environnement, Direction de la gestion des ressources en eau, Ouganda (Freshwater Challenge)</p>

Pause café / thé – 11.30 to 12.00

Session 5 – Risques et implications liés à l'eau pour les institutions financières en Afrique - 23 novembre, 12 :00 – 13:30

L'eau, vitale pour le développement socio-économique de l'Afrique, est confrontée à des défis importants : trop d'eau, trop peu d'eau et de l'eau polluée, ainsi que des perturbations dans les cycles de l'eau douce. La dégradation des ressources hydriques et le changement climatique aggravent ces problèmes, qui touchent aussi bien les zones urbaines que les zones rurales. Les activités économiques sont exposées à ces risques, notamment l'agriculture, l'industrie manufacturière et le tourisme, qui dépendent fortement de l'eau, ce qui les rend particulièrement vulnérables. Le secteur financier, à travers les investissements et les assurances, est également exposé. Pourtant, la matérialité financière des risques liés à l'eau est souvent négligée dans les pratiques de gestion des risques.

Cette session explore l'importance d'identifier, de comprendre et de gérer les risques financiers liés à l'eau, pour se prémunir contre les chocs financiers mais aussi pour promouvoir des pratiques d'investissement responsables. Elle examine également les initiatives existantes sur les marchés financiers et les orientations réglementaires en Afrique qui contribuent à améliorer la gestion des risques liés à l'eau dans le cadre des considérations sur les risques naturels et climatiques.

Horaire	Modératrice : Claire Elsdon, Directrice, Marchés des capitaux, CDP
12.00 – 13.30	<p>Antoine Godin, Directeur de l'Unité de Modélisation Macroéconomique, AFD [en ligne]</p> <p>Marina Finken, Coordinatrice des partenariats, Making Finance Work for Africa (MFW4A)</p> <p>Habil Olaka, PDG, Kenya Bankers Association (Initiative de finance durable)</p> <p>Stéphane Henri Alluy Fofana, Chef du Service des Établissements de Crédit, Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO)</p> <p>Levis Kavagi, Coordonnateur régional africain pour les écosystèmes et la biodiversité, PNUE [en ligne]</p>

Pause déjeuner – 13:30 – 15:00

Séance 6 – Financement de l'assainissement - 23 novembre, 15:00 – 16:30

En 2019, on estime que le manque d'assainissement a coûté à l'Afrique 56 milliards d'USD. Seules 10 % environ des infrastructures urbaines sont desservies par des systèmes d'égouts centralisés. De multiples facteurs perpétuent cette situation, notamment l'urbanisation rapide, le vieillissement des infrastructures, le manque de financement des investissements, les inefficacités opérationnelles, la mauvaise gouvernance, le stress hydrique et les effets du changement climatique. Le manque de priorité politique accordée aux services d'assainissement, l'absence de gestion systématique et les mécanismes d'investissement inadaptés compromettent le développement de l'assainissement.

Un changement de paradigme s'impose, axé sur la fourniture de services durables, adaptés aux différentes villes africaines et à leurs habitants, grâce à l'approche de l'assainissement inclusif à l'échelle de la ville (Citywide Inclusive Sanitation - CWIS). Cette approche intègre l'assainissement à l'approvisionnement en eau, au drainage, à la gestion des déchets solides, à l'utilisation des sols et au développement du logement, ce qui favorise la flexibilité et l'adaptabilité. Des mécanismes de financement innovants sont essentiels, avec la participation du secteur privé et de nouvelles initiatives telles que l'Initiative d'Investissement pour l'Assainissement Urbain en Afrique (AUSII) de la Banque Africaine de Développement, qui vise à catalyser les investissements pour répondre à la crise de l'assainissement urbain en Afrique. Les objectifs de l'AUSII comprennent la promotion du CWIS, le soutien aux nouvelles technologies et aux modèles d'entreprise, et la mobilisation de financements.

La session se concentrera sur le déficit de financement, la mobilisation des financements privé et climatique, le renforcement des *business cases* dans le secteur de l'assainissement, et la présentation d'AUSII aux participants.

Horaire	Modérateur : Samuel Blazyk, Directeur de la coordination et des programmes, Facilité africaine de l'eau (BAD)
15.00 – 16.30	<p>Yvonne Magawa, Secrétaire exécutive, Association des régulateurs ESAWAS</p> <p>Victor Ndiege, PDG, Kenya Climate Ventures</p> <p>Naoll Cyrille Mary, Responsable des opérations, Pré-investissement dans le domaine de l'eau, Infrastructures municipales et ressources naturelles en Afrique, IFC</p> <p>Mtchera Johannes Chirwa, Coordinateur, Facilité Africaine de l'Eau (BAD)</p> <p>Yahaya Silla, Ingénieur du secteur de l'eau, BEI</p>

Pause café / thé – 16:30 – 17 :00

ROUNDTABLE on Financing Water

Conclusion. De Abidjan à Bali et au-delà - 23 novembre, 17:00 – 17:30

Temps	Modératrice : Aude Farnault, Analyste des politiques de l'eau, Direction de l'environnement de l'OCDE
17.00 – 17.30	<p>Antoine Koffi Djaa, Directeur de cabinet adjoint, Ministre des Eaux et des Forêts, République de Côte d'Ivoire</p> <p>Amine Idriss Adoum, Directeur Infrastructure, Industrialisation et Commerce, AUDA-NEPAD</p> <p>Mtchera Johannes Chirwa, Coordinateur, Facilité Africaine de l'Eau (BAD)</p> <p>Walid Oueslati, Chef de la Division Climat, Biodiversité et Eau, Direction de l'Environnement de l'OCDE</p>

